



LES ASSISES D'ERGOTHERAPIE 2024, VERS UNE TRANSFORMATION SOCIALE ET UNE TRANSITION ECOLOGIQUE ?

**RESO - Réseau des ergothérapeutes pour l'Émancipation et contre les
Systèmes d'Oppression**

Caroline Bigey¹, Hélène Clavreul², Anaïs Giraudier³, Héroïse Poulain⁴

¹ *Ergothérapeute DE, Master 2 en sciences humaines et sociales, parcours intervention et innovation sociales, PhD (cand), Université Umeå, Suède*

² *Ergothérapeute DE, formatrice en Santé mentale en entreprise et dans les services médico-sociaux, fondatrice de La Santé en Commun, Diplôme de Manager d'Organismes à Vocation sociale et culturelle, Coopérative D'activité et d'Emploi L'Ouvre-Boîtes, Saint-Nazaire, France*

³ *Ergothérapeute DE, Master 2 en Santé Parcours recherche, gestion de projet et pratiques professionnelles en ergothérapie. Institut de formation en ergothérapie, Aix-Marseille Université, France*

⁴ *Ergothérapeute DE, Docteure en Santé Publique, Marseille, France*

Adresse de contact : heleneclavreul@gmail.com

La **Revue Francophone de Recherche en Ergothérapie** est publiée par CARAFE, la Communauté pour l'Avancement de la Recherche Appliquée Francophone en Ergothérapie

doi:10.13096/rfre.v11n2.8268

ISSN: 2297-0533. URL: <https://www.rfre.org/>



INTRODUCTION

Le 22 et 23 septembre 2024 ont eu lieu en France les Assises nationales d'ergothérapie. Cet événement, organisé par l'Association Nationale Française des Ergothérapeutes, vise à réunir les ergothérapeutes français-es autour des pratiques actuelles et futures en ergothérapie.

Le thème des Assises de 2024 était « Ergothérapie, transformation sociale et transition écologique », thème ambitieux, mais nécessaire compte tenu de l'évolution des pratiques en ergothérapie face aux enjeux d'injustices sociales et climatiques qui s'intensifient d'année en année, comme le relève la WFOT (World Federation of Occupational Therapy, 2012a).

Comment se positionnent les ergothérapeutes vis-à-vis des injustices occupationnelles ? Qu'est-ce que la transformation sociale pour les ergothérapeutes ? La question écologique peut-elle être dissociée de celle des inégalités sociales ? Pour aborder collectivement ces questions et faire le lien concrètement avec nos pratiques, des espaces de débat, de partage de points de vue et de connaissances sont nécessaires. Dans quelle mesure, ces Assises ont-elles pu favoriser ces réflexions ?

Si chaque participant·e a son propre vécu de ce congrès, la RFRE a proposé à notre collectif de partager nos réflexions concernant ces journées. Après avoir partagé les différentes thématiques abordées, nous évoquerons les choix organisationnels et méthodologiques faits lors de ces Assises en lien avec ces thématiques. Finalement, nous ferons part des pistes concrètes qui ont été examinées pour faire évoluer l'ergothérapie.

THEMATIQUES

L'OMS affirme que la plus grande menace de ce siècle est liée aux enjeux climatiques (World Health Organization, 2021). Les ergothérapeutes, en tant que professionnel·les de santé et spécialistes du lien entre occupation humaine et santé/bien-être, sont enjoint·es à se saisir de la notion de transition écologique (World Federation of Occupational Therapy, 2012b). La transition écologique et la réduction des inégalités sociales appellent à une mise en œuvre conjointe en raison de leurs impacts sur la santé des populations (Paavola, 2017). En effet, les organisations mondiales telles que l'OMS ou le GIEC soulignent les impacts inégaux du réchauffement climatique sur les populations (Intergovernmental Panel on Climate Change, 2022). Celles qui subissent le plus d'inégalités sociales et de santé sont souvent les plus touchées par les conséquences du changement climatique, alors même qu'elles en sont les moins responsables. Ces inégalités sont systémiques, et sont conditionnées par l'intersection des déterminants sociaux comme le genre, l'appartenance à une ethnie, la composition familiale, le revenu, la scolarité, le soutien social, mais aussi des déterminants plus globaux, comme les politiques de logement, les conditions économiques ou culturelles (Parsons et al., 2022, Jevtic et Toebe, 2024). Ces phénomènes sont également indissociables de la question de la démocratie et de l'économie (Gemmene, 2022).

La pratique clinique

Lors des Assises, pour améliorer la compréhension de ces enjeux, différents concepts (capabilités, processus de conscientisation, éco-anxiété, *dark occupations*, etc...) et modèles ("*Do live well*", ou encore "*One Health*") ont été abordés.

Diverses présentations ont décrit le rôle de l'ergothérapeute avec les populations victimes d'inégalités sociales, telles que les personnes migrantes ou sans domicile. Des pratiques en santé mentale ont été aussi partagées, mettant en avant le processus de rétablissement et la réhabilitation psycho-sociale. Les pratiques présentées concernaient à la fois l'accompagnement individuel et communautaire. L'exploration du territoire a aussi été évoquée comme piste pour repérer les injustices occupationnelles et développer des partenariats entre les ergothérapeutes, les acteur·rices locaux·ales, et les habitant·es. Ces pratiques viennent soutenir le pouvoir d'agir des personnes accompagnées et ouvrent des opportunités de plaidoyer visant l'amélioration de leurs conditions sociales d'existence. Cette transformation sociale s'appuie sur la mise en œuvre de méthodes participatives permettant de mieux comprendre les besoins de la population, mais aussi sur l'utilisation de nouveaux modes de communication, comme les réseaux sociaux, et sur l'utilisation d'outils émergents, tel que le diagnostic occupationnel du territoire.

Accompagner la transition écologique des usager·ères est aussi un axe d'intervention porté par de nouvelles pratiques en ergothérapie comme l'accompagnement vers des « éco-occupations » ou l'orientation vers des aides techniques plus durables, incluant potentiellement le développement de filières dédiées à leur revalorisation.

La recherche et l'enseignement

Afin de soutenir l'intégration de ces nouvelles connaissances dans la pratique des ergothérapeutes, il s'avère essentiel de les intégrer de manière explicite dans la formation des futur·es ergothérapeutes. Différentes interventions des Assises ont montré que les enseignements visant la transition écologique se développent considérablement dans les Instituts de Formation en Ergothérapie (IFE) en France. Ces IFE sont amenés à informer et accompagner les étudiant·es dans leurs capacités à être, agir et devenir ergothérapeutes dans un contexte de crise climatique.

Au niveau de la recherche, nous avons également été invité·es à nous questionner sur la façon dont nos représentations influencent la construction de savoirs en ergothérapie, que ce soit pour des populations en situation de précarité, ou encore en lien avec le genre.

De plus, nous nous sommes vus rappeler que la science est très majoritairement produite par une infime partie de la population, principalement issue des groupes sociaux dominants du « Nord global ». En conséquence, les représentations, expériences et savoirs des populations minorisées ou issues du « Sud global » sont souvent invisibilisés, voire disqualifiés dans les discours dits scientifiques.

Ces prises de conscience invitent alors chacun·e à adopter une posture d'analyse critique vis-à-vis des savoirs construits ou partagés en ergothérapie, afin de mieux s'ancrer dans la réalité des populations rencontrées et des systèmes dans lesquels elles évoluent.

LA FORME DES ASSISES

La manière dont les Assises se sont déroulées illustre la façon dont les ergothérapeutes peuvent réfléchir collectivement à leurs pratiques, les mettre en débat, et les articuler avec les problématiques vécues par les participant·es et les besoins de la population.

La préparation des Assises

Pour la première fois, les Assises ont fait l'objet d'un appel à communication. Cette marque de confiance s'est traduite par un succès : plus de 80 propositions reçues. Le comité de pilotage a également mis en place pour ces Assises un processus d'évaluation à l'aveugle afin de garantir l'impartialité des communications sélectionnées.

Cependant, comme dans la plupart des congrès, le comité de pilotage a opéré une hiérarchisation entre des savoirs conceptuels surtout diffusés en plénières et la mise en partage d'expériences pratiques principalement en ateliers. On note aussi l'absence de patient·es expert·es ou médiateur·rices de santé pair·es parmi les intervenant·es.

Pour la tenue de l'événement, le comité a cherché un lieu cohérent avec les enjeux de justices sociales et écologiques, mais aucun n'était accessible ni ne correspondait aux besoins. Cette réalité révèle les limites d'un système encore peu adapté à des pratiques véritablement équitables et durables. Le comité de pilotage s'est également penché sur la durabilité de l'événement, en choisissant par exemple de supprimer les *goodies*. Mais s'engager dans une transition écologique ne suppose-t-il pas d'aller au-delà des choix matériels ? N'implique-t-elle pas également une réflexion sur les questions de pouvoir d'agir, d'expression et de démocratie ?

Les différents formats

Une partie des Assises a consisté en la présentation de communications orales en plénières avec possibilité de poser deux ou trois questions dans la salle. Ce format descendant permet d'exposer le point de vue de l'intervenant·e, mais limite les possibilités de débats et d'échanges, au regard de l'ambition des thématiques choisies.

L'autre partie des Assises a pris la forme d'ateliers participatifs, comme initiés en 2019, pour faciliter l'équité dans les prises de parole. De nombreuses réflexions individuelles et collectives ont émergé de ce format créatif et horizontal. Différents outils issus de l'éducation populaire ont été mobilisés tels que le débat mouvant, la photo-expression, l'arbre des causes ou le *brainstorming* sur les actions possibles en ergothérapie.

Ces ateliers ont mis en évidence combien les enjeux de justice nécessitent une conscience critique du monde dans lequel nous vivons – et dans lequel s’inscrivent les occupations humaines. Ces méthodologies soutiennent le processus de conscientisation développé par le pédagogue Paulo Freire (Arriola-Socol, 1989). Dans ce processus, la personne passe d’une conscience magique (ex : le sexisme n’existe pas aujourd’hui), à la conscience naïve (ex : certains hommes sont machos, c’est une histoire de mentalité) puis à la conscience critique (ex : la société est structurée par des rapports de domination où le travail des femmes est moins valorisé économiquement que celui des hommes, à compétences égales). S’engager dans un processus coopératif de constitution de la connaissance, s’oppose aux démarches passives de « consommation » ou d’application de concepts élaborés par d’autres, souvent décrits comme éloignés du terrain.

Pour que la visée de justice ne reste pas un concept vague ou une coquille vide, il est nécessaire pour les ergothérapeutes de faire preuve d’analyse critique dans leur compréhension du fonctionnement sociétal, et dans leur raisonnement clinique. Des ergothérapeutes suisses et français·es ont partagé des manifestes enjoignant leurs collègues à prendre position éthiquement et politiquement sur ces défis sociétaux.

PERSPECTIVES

S’il est aujourd’hui reconnu que la crise climatique ne doit pas être traitée séparément des injustices sociales, peu d’interventions ont finalement pu faire le lien entre ces deux enjeux. Leur prise en compte nécessite de nouvelles façons de raisonner et d’agir. L’essentiel est peut-être de former les ergothérapeutes à l’élaboration d’une perspective critique, dont le développement pourrait les inciter à s’interroger sur les enjeux de pouvoir. Cette stratégie a d’ailleurs pu être évoquée lors de la table ronde sur l’épistémologie. Qui a le pouvoir de produire et diffuser des connaissances ? Qui a le pouvoir de prendre des décisions dans l’accompagnement d’une personne ?

En réponse à ces questionnements, les Assises ont proposé de nouvelles orientations, comme l’approche par les capacités (au sens de Sen et Nussbaum). Cette dernière suggère de s’intéresser au potentiel de choix occupationnels des personnes ou communautés accompagnées, le tout avec une perspective critique et à la lumière des déterminants sociaux, individuels et systémiques. L’OMS a par ailleurs lancé un Réseau mondial de connaissances pour l’équité en santé et son dernier rapport met l’accent sur les déterminants sociaux de celle-ci (World Health Organisation, 2025), reflétant une reconnaissance accrue de la nécessité de prendre en compte les facteurs sociaux, économiques et environnementaux qui influencent la santé, afin de réduire les inégalités et de promouvoir des systèmes de santé plus justes et durables.

Les Assises nous ont également invité·es à prendre en compte ces déterminants sociaux en nous incluant nous-mêmes, ergothérapeutes, parmi les détenteur·rices de pouvoir (Hammell, 2020). Pour répondre aux enjeux de pouvoirs, plusieurs interventions ont insisté sur la nécessité de développer des pratiques participatives. Il nous semble important de retenir de ces Assises qu’en permettant aux personnes directement

concernées de participer à l'élaboration, la mise en œuvre et l'évaluation des pratiques qui les concernent, ces dernières seront non seulement plus pertinentes, mais également plus justes et durables. D'autre part, les ergothérapeutes peuvent aussi se sentir limités par les institutions et systèmes dans la défense des droits occupationnels des personnes accompagnées. La mise en place de pratiques participatives permet de forger des stratégies avec les personnes concernées afin de transformer un système créateur d'injustices occupationnelles en environnement capabilisant.

Ces perspectives invitent à dépasser les logiques d'interventions descendantes (ou *top-down*), souvent conçues pour des populations globales et peu adaptées aux réalités spécifiques des communautés ou groupes désavantagés, ainsi que les accompagnements uniquement centrés sur l'individu, pour envisager des pratiques qui prennent en compte les interactions entre les niveaux micro (individuel), méso (communautaire, institutionnel), et macro (politique, structurel). Les approches systémiques et communautaires paraissent pertinentes pour répondre à la complexité des enjeux écologiques, sociaux et occupationnels.

Cela impliquerait également une coopération étroite avec les acteur·rices des tissus locaux et les communautés, afin de coconstruire des initiatives adaptées aux réalités des territoires. Ceci favoriserait des actions ancrées dans les dynamiques existantes et porteuses d'un potentiel transformatif.

Il arrive cependant que les stratégies « légales » n'aient pas suffisamment de pouvoir pour lutter contre une injustice. Dans ce cas, il existe une solution évoquée lors d'un atelier pendant les Assises : la désobéissance civile. Elle consiste à mettre en œuvre des pratiques basées sur une infraction délibérée afin d'exprimer un désaccord politique, au nom d'un intérêt supérieur. Dans un contexte où les plus puissant·es déploient tout leur pouvoir pour maintenir des systèmes (légaux) injustes et inéquitables, la désobéissance civile apparaît comme un levier nécessaire pour provoquer des changements profonds et légitimer des revendications souvent ignorées ou tuées. Elle conduirait les ergothérapeutes à réfléchir à leurs pratiques et à se positionner sur un continuum entre plaidoyer et activisme.

À la suite de la dynamique de ces Assises, qui soulignent la nécessité d'un engagement systémique, qu'en est-il des positionnements des associations représentatives de l'ergothérapie francophone/française ? La WFOT a déjà rédigé des prises de position, mais n'est-il pas important que les associations nationales se positionnent également sur tous ces enjeux et leur intégration concrète dans la profession ? En France, une réingénierie de la profession est en cours. Ces perspectives ne devraient-elles pas être incluses dans le référentiel de compétences, comme ce qui a par exemple été fait au Canada (ACORE, ACPUE, et ACE, 2021) ? Cela permettrait d'élargir le champ de compétences des ergothérapeutes et de mieux former les futur·es professionnel·les aux dimensions sociales, écologiques et collectives de leur pratique.

CONCLUSION

Cet article ne vise pas à clore le débat, mais bien à en ouvrir un. À l'image des multiples inspirations et questionnements soulevés lors des Assises organisées par l'ANFE

sur la transformation sociale et la transition écologique, deux dynamiques indissociables, il se veut une introduction ou un appel à poursuivre ces réflexions. Les enjeux évoqués, qu'ils concernent nos pratiques professionnelles, nos formations, nos référentiels, ou encore nos modes d'action et de mobilisation, appellent à une réflexion collective et continue. Comment intégrer pleinement les dimensions sociales, écologiques et territoriales dans notre profession ? Quels espaces créer pour échanger autour de nos expériences, nos tensions, nos essais ou encore nos limites ? Et comment repenser nos outils et nos collaborations pour agir avec pertinence et justice ? En laissant ouvert ce débat, nous espérons encourager le développement de dialogues pluriels, d'expérimentations concrètes et de pratiques professionnelles attentives aux enjeux sociaux, écologiques et territoriaux contemporains.

REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- ACORE, ACPUE, et ACE. (2021). *Référentiel de compétences pour les ergothérapeutes au Canada / Competencies for Occupational Therapists in Canada*. https://acotro-acore.org/sites/default/files/uploads/ot_competency_document_fr_web.pdf
- Arriola-Socol, M. (1989). L'impact d'une expérience éducative sur la conscience critique. *Revue des sciences de l'éducation*, 15(1), 83–101. <https://doi.org/10.7202/900619ar>
- André, M., Biard, N., Buffavand, C., Chassan, C., Porte, L., Poulain, H., Sajot, R. et Schabaille, A. (2024). *Transformations sociales et environnementales : Re-penser les occupations*. Association nationale française des ergothérapeutes.
- Billiaux, J. (2016). L'importance des modèles conceptuels pour comprendre notre (future) pratique ergothérapique. *ErgOTHérapies*, 62, 5-10.
- Gemenne, F. (2022). *L'écologie n'est pas un consensus : dépasser l'indignation*. Fayard
- Intergovernmental Panel on Climate Change. (2022). *Climate change 2022: Impacts, adaptation and vulnerability*. Contribution of Working Group II to the Sixth Assessment Report of the Intergovernmental Panel on Climate Change (H.-O. Pörtner et al. (éds). Cambridge University Press. <https://doi.org/10.1017/9781009325844>
- Hammell, K. W. (2020). *Engagement in living: Critical perspectives on occupation, rights, and wellbeing*. Canadian Association of Occupational Therapists, Ottawa
- Paavola, J. (2017). Health impacts of climate change and health and social inequalities in the UK. *Environmental Health*, vol. 16 (supp. 1), 113. <https://doi.org/10.1186/s12940-017-0328-z>
- Parsons, E. S., Jowell, A., Veidis, E., Barry, M., et Israni, S. T. (2024). Climate change and inequality. *Pediatric Research*, 1-8. <https://doi.org/10.1038/s41390-024-03153-z>
- Jevtic M., Toebe B. (chair persons) (2024). 5.D. Scientific session: Climate Change and Inequalities: Addressing Intersections and Impacts. Organised by: EUPHA-ENV, -LAW, *European Journal of Public Health*, 34(supp. 3), ckae144.282. <https://doi.org/10.1093/eurpub/ckae144.282>
- World Federation of Occupational Therapy (2012a). About Occupational Therapy. <https://www.wfot.org/about-occupational-therapy>
- World Federation of Occupational Therapy (2012b). *Développement durable : Pratique visant la durabilité en ergothérapie*. <https://wfot.org/resources/environmental-sustainability-sustainable-practice-within-occupational-therapy>
- World Health Organization. (2021). *COP26 special report on climate change and health: the health argument for climate action*. <https://www.who.int/publications/i/item/9789240036727>
- World Health Organisation. (2025). *World report on social determinants of health equity*. <https://www.who.int/publications/i/item/9789240107588>